

Rapport financier 2017

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Sainte-Adèle

Code géographique : 77022

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements financiers non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Brigitte Forget, atteste la véracité du rapport financier
de Sainte-Adèle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes
au budget de Sainte-Adèle pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-12-18.
(Date)

Signature



Date

2018-05-22

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État des résultats	7
État de la situation financière	8
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État des gains et pertes de réévaluation	9
État des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers	11
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	14
Charges par objets	15
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Sainte-Adèle qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Sainte-Adèle au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Sainte-Adèle inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S17, S18, S23-1, S23-2, S23-3 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Senez de Carufel CPA inc.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Yves de Carufel, CPA auditeur, CGA'.

Par: Yves de Carufel, CPA auditeur, CGA
1007, boul. de Sainte-Adèle
Sainte-Adèle (Québec) J8B 2N4

DATE 2018-05-22

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2017	2017	2016
Revenus				
Taxes	1	22 725 484	22 690 897	22 200 499
Compensations tenant lieu de taxes	2	388 430	393 430	370 738
Quotes-parts	3			
Transferts	4	2 525 970	1 514 443	1 012 631
Services rendus	5	1 457 210	1 402 595	1 426 612
Imposition de droits	6	1 253 741	1 458 150	1 165 919
Amendes et pénalités	7	186 500	114 317	158 533
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	320 005	346 866	338 973
Autres revenus	10	227 900	73 081	151 421
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	29 085 240	27 993 779	26 825 326
Charges				
Administration générale	14	4 602 866	4 072 253	3 766 154
Sécurité publique	15	4 010 860	4 029 159	4 023 271
Transport	16	7 274 355	7 468 503	7 354 294
Hygiène du milieu	17	7 985 705	7 589 786	7 416 366
Santé et bien-être	18	159 070	161 002	100 105
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 064 400	1 091 590	1 131 281
Loisirs et culture	20	2 804 050	2 880 804	2 612 746
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	997 150	1 018 665	1 029 788
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	28 898 456	28 311 762	27 434 005
Excédent (déficit) de l'exercice	25	186 784	(317 983)	(608 679)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		27 053 204	27 664 355
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			(2 471)
Solde redressé	28		27 053 204	27 661 884
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		26 735 221	27 053 205

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 884 679	
Débiteurs (note 5)	2	4 544 103	5 166 118
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	6 428 782	5 166 118
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		435 927
Emprunts temporaires (note 10)	10		1 187 442
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	5 853 883	4 912 006
Revenus reportés (note 12)	12	1 085 524	956 742
Dette à long terme (note 13)	13	42 959 167	40 289 719
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	49 898 574	47 781 836
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(43 469 792)	(42 615 718)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	69 614 335	69 059 414
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	43 964	43 964
Stocks de fournitures	19	363 341	336 155
Autres actifs non financiers (note 17)	20	183 373	229 390
	21	70 205 013	69 668 923
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	26 735 221	27 053 205

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		2017	2017	2016
Excédent (déficit) de l'exercice	1	186 784	(317 983)	(608 679)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	12 577 300 ) (	5 161 987 ) (	7 718 957)
Produit de cession	3	50 000	8 824	58 000
Amortissement	4	4 489 098	4 489 098	4 142 125
(Gain) perte sur cession	5	(50 000)	13 270	(47 361)
Réduction de valeur / Reclassement	6		95 873	
	7	(8 088 202)	(554 922)	(3 566 193)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(27 186)	81 742
Variation des autres actifs non financiers	10		46 017	(19 428)
	11		18 831	62 314
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(7 901 418)	(854 074)	(4 112 558)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(42 615 718)	(38 500 689)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			(2 471)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(42 615 718)	(38 503 160)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(43 469 792)	(42 615 718)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(317 983)	(608 679)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	4 489 098	4 142 125
Autres			
- (Gain) Perte sur cession	3	13 270	(47 361)
- réduction de valeur	4	95 873	
	5	4 280 258	3 486 085
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	622 015	(337 427)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	941 877	170 230
Revenus reportés	9	128 782	220 937
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(27 186)	81 742
Autres actifs non financiers	13	46 017	(19 428)
	14	5 991 763	3 602 139
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(5 161 987)	(7 718 957)
Produit de cession	16	8 824	58 000
	17	(5 153 163)	(7 660 957)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	5 849 424	13 563 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(3 205 214)	(10 855 408)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(1 187 442)	82 355
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	25 238	(22 873)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 482 006	2 767 074
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	2 320 606	(1 291 744)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	(435 927)	858 288
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		(2 471)
Solde redressé	33	(435 927)	855 817
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	1 884 679	(435 927)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sainte-Adèle est un organisme municipal régie par la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la ville.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Sainte-Adèle, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

C) Actifs financiers**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible.

D) Passifs**Revenus reportés**

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux et du fonds pour la réfection et l'entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par ces fonds.

E) Actifs non financiers

S/O

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices. Ces stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures 15 à 40 ans
Bâtiments 15 à 40 ans
Véhicules 2 à 15 ans
Machinerie, outillage et équipement 1 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau 1 à 10 ans
Autres 1 an

Les oeuvres d'art ne sont pas constatées à titre d'immobilisations corporelles dans les états financiers. Tout montant encouru pour acquérir une oeuvre d'art est porté immédiatement en charge. La ville possède des sculptures et des tableaux réalisés par des artistes locaux.

F) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

G) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite par financement salarial offert par la ville à ses pompiers est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

- Éléments présentés à l'encontre des DCTP:

- pour le financement des activités de fonctionnement: au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette à long terme.

I) Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

J) Autres éléments

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Passif au titre des sites contaminés

La ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, lorsqu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et lorsqu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2016, la ville a modifié sa façon de comptabiliser les charges relatives à la confection de son plan d'urbanisme. Les charges avaient été comptabilisées en tant que frais reportés en 2012 et étaient amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 7 ans. Un consensus a été établi entre les différents organismes responsables de l'interprétation des normes comptables pour le secteur public à l'effet que cet élément ne rencontre pas les critères de constatation d'un actif et que ces charges auraient plutôt dû être constatées dans l'exercice au cours duquel la ville les a encourues. La ville a appliqué la modification comptable requise de façon rétroactive en 2016 avec retraitements de l'exercice comparatif 2015.

Une analyse effectuée par la Direction générale des finances municipales du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire a permis de faire ressortir que certains fonds réservés sont grevés d'affectation d'origine externe et doivent de ce fait être présentés en tant que revenus reportés. La ville a appliqué la modification comptable requise en présentant, de façon rétroactive en 2016 avec retraitements de l'exercice comparatif 2015, les montants accumulés dans le fonds de parcs et terrains de jeux et le fonds pour la réfection et l'entretien de certaines voies publiques à titre de revenus

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

reportés au lieu de fonds réservés.

Cette analyse a aussi permis de faire ressortir que le fonds réservé pour le financement des activités de fonctionnement doit être présenté à l'encontre des dépenses constatées à taxer ou à pourvoir et la comptabilisation des transactions concernées doit se faire à titre d'affectation au poste "dépenses constatées à taxer ou à pourvoir" au lieu d'une affectation à un fonds réservé. La ville a appliqué la modification comptable requise de façon rétroactive en 2016 avec retraitement de l'exercice comparatif 2015.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 884 679	420 298
Découvert bancaire	()	(856 225)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille		
<i>Autres éléments</i>		
-		
-		
-		
-		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	1 884 679	(435 927)
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	279 932	140 007
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	2 594 577	8 031 392
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	1 819 725	2 045 803
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1 161 284	1 611 586
Gouvernement du Canada et ses entreprises	279 706	296 373
Organismes municipaux	74 861	69 866
Autres		
- Frais de cour, amendes, autres	1 083 458	987 830
- Intérêts sur arrérages taxes	125 069	154 660
	4 544 103	5 166 118
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	283 957	300 239
Organismes municipaux		
Autres tiers		
	283 957	300 239
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	393 951	403 734
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation		
Prêts à un fonds d'investissement		
Autres		
-		
-		
Provision pour moins-value déduite des prêts		
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	5 516	
Autres régimes (REER et autres)	41	363 749	346 448
Régimes de retraite des élus municipaux	42	31 520	30 010
	43	400 785	376 458

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

10. Emprunts temporaires

La Ville de Sainte-Adèle bénéficie d'une marge de crédit autorisée de 2 500 000\$ au taux préférentiel en vigueur pour ses activités de fonctionnement et d'investissement. Au 31 décembre 2017 cette marge n'était pas utilisée et le taux était de 3.20%. Cette marge de crédit est renouvelable annuellement.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	2 377 018	1 936 251
Salaires et avantages sociaux	48	1 729 459	1 527 421
Dépôts et retenues de garantie	49	1 174 756	986 870
Provision pour contestations d'évaluation	50	91 241	85 641
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Organismes municipaux	53	215 503	164 288
- Intérêts courus sur dette	54	187 993	171 905
- Taxes à la consommation	55	4 933	4 287
- Réclamations à payer	56	72 980	35 343
-	57		
	58	5 853 883	4 912 006

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	34 520	33 996
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	196 589	148 515
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	148 751	112 571
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
- Inscriptions loisirs, autres	66	20 576	4 564
- Transferts	67	685 088	657 096
-	68		
-	69		
	70	1 085 524	956 742

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

						2017	2016
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	2,75	2018	2022	71	43 281 000	40 612 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					72		
Gains (pertes) de change reportés					73		
					74		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2,41	2,73	2018	2018	75	1 946	5 702
Organismes municipaux					76		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5,95	5,95	2018	2018	77	4 422	25 456
Autres					78		
					79	43 287 368	40 643 158
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	(328 201)	(353 439)
					81	42 959 167	40 289 719

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2017				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2018	82	90	3 560 000	98	4 422	107	1 946	115	3 566 368
2019	83	91	3 601 000	99		108		116	3 601 000
2020	84	92	3 551 000	100		109		117	3 551 000
2021	85	93	3 259 000	101		110		118	3 259 000
2022	86	94	3 235 000	102		111		119	3 235 000
2023 et +	87	95	26 075 000	103		112		120	26 075 000
	88	96	43 281 000	104	4 422	113	1 946	121	43 287 368
Intérêts et frais accessoires				105	()			122	()
	89	97	43 281 000	106	4 422	114	1 946	123	43 287 368

Note

	2017	2016
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	124	(40 291 317)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	(3 178 475)
Autres	126	()
	127	(43 469 792)
		(42 615 718)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	128	37 860 579	156	4 202	183		210	37 864 781
Eaux usées	129	26 337 496	157	385 177	184		211	26 722 673
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	34 399 220	158	3 113 995	185		212	37 513 215
Autres	131	5 240 821	159	18 032	186		213	5 258 853
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	12 112 712	161	(210 238)	188		215	11 902 474
Améliorations locatives	134		162		189		216	
Véhicules	135	4 896 909	163	65 004	190		217	4 961 913
Ameublement et équipement de bureau	136	1 722 343	164	80 683	191	12 195	218	1 790 831
Machinerie, outillage et équipement divers	137	5 306 582	165	905 847	192	76 214	219	6 136 215
Terrains	138	6 485 572	166	489 720	193		220	6 975 292
Autres	139		167		194		221	
	140	<u>134 362 234</u>	168	<u>4 852 422</u>	195	<u>88 409</u>	222	<u>139 126 247</u>
Immobilisations en cours	141	615 275	169	309 565	196	95 873	223	828 967
	142	<u>134 977 509</u>	170	<u>5 161 987</u>	197	<u>184 282</u>	224	<u>139 955 214</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	143	20 707 629	171	975 910	198		225	21 683 539
Eaux usées	144	13 339 307	172	775 924	199		226	14 115 231
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	19 222 780	173	1 424 261	200		227	20 647 041
Autres	146	3 414 011	174	181 496	201		228	3 595 507
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	3 097 936	176	307 608	203		230	3 405 544
Améliorations locatives	149		177		204		231	
Véhicules	150	2 220 663	178	337 260	205		232	2 557 923
Ameublement et équipement de bureau	151	1 356 350	179	110 799	206	5 338	233	1 461 811
Machinerie, outillage et équipement divers	152	2 559 419	180	375 840	207	60 976	234	2 874 283
Autres	153		181		208		235	
	154	<u>65 918 095</u>	182	<u>4 489 098</u>	209	<u>66 314</u>	236	<u>70 340 879</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	<u>69 059 414</u>					237	<u>69 614 335</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238	97 816	241		243		245	97 816
Amortissement cumulé	239	(25 452)	242	(6 529)	244	()	246	(31 981)
Valeur comptable nette	240	<u>72 364</u>					247	<u>65 835</u>

Note

Le 29 juin 2016, la Ville a fait cession en emphytéose, à titre gratuit, d'un immeuble à

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

la Commission scolaire des Laurentides pour l'aménagement d'un stationnement et d'un accès à la cour de l'école Saint-Joseph. Le coût des travaux et les frais de réparation et d'entretien de l'immeuble sont assumés par la Commission scolaire des Laurentides pendant la durée de l'entente qui est de 40 ans.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	248		
Immeubles industriels municipaux	249		
Autres	250	43 964	43 964
	251	43 964	43 964
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	43 964	43 964
<hr/>			
Note			
<hr/>			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	254	183 373	229 390
-	255		
-	256		
Autres			
-	257		
-	258		
	259	183 373	229 390
<hr/>			
Note			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

18. Fonds local d'investissement

2017

2016

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	260
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261
Autres revenus	262
	<u>263</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264
Variation de la provision pour moins-value	265
	<u>266</u>
Autres charges	267
	<u>268</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	<u>269</u>

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	270		
Placements de portefeuille	271		
Débiteurs	272		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273		
Provision pour moins-value	274	()
	<u>275</u>		
	<u>276</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	277		
Revenus reportés	278		
Dette à long terme	279		
	<u>280</u>		
Solde du Fonds local d'investissement	<u>281</u>		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	282
Supportant les engagements de prêts	283
Supportant les garanties de prêts	284
	<u>285</u>

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

19. Fonds local de solidarité

2017

2016

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	<hr/> 289 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	<hr/> 292 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	<hr/> 295 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice 296

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	() (
	<hr/> 302 <hr/>		
	303		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	<hr/> 307 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	<hr/> 310 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	<hr/> 313 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

20. Obligations contractuelles

Au cours de l'année 2017 et des années antérieures, la ville a accordé des contrats ou a conclu des ententes prévoyant la fourniture de services sur plus d'un exercice financier par différents fournisseurs ou organismes. Le coût total de ces obligations contractuelles est de 16 259 688\$ et le solde au 31 décembre 2017 est de 7 997 503\$. Le coût total de ces contrats et ententes est réparti de la façon suivante sur les prochains exercices financiers:

2018:	4 082 446\$
2019:	2 903 149\$
2020:	953 339\$
2021:	58 569\$

21. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Des contribuables de la ville ont déposé des requêtes introductives d'instance contre les membres du Conseil, contre la ville et contre certains de ses employés. Lesdites réclamations totalisent une somme de 13 677 342\$.

Un contribuable poursuit la ville. La réclamation s'élève à 134 139\$.

Les assureurs de la ville ont pris fait et cause dans ces dossiers pour le compte de la Ville de Sainte-Adèle sous réserve des exclusions prévues aux différents contrats d'assurances.

À la date de signature des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ces dossiers, la ville contestant le bien-fondé de ces réclamations.

La ville fait aussi l'objet d'une demande pour autorisation d'exercer une action collective. Le demandeur demande le remboursement par la ville d'une somme estimée à plus de 3 000 000\$. À la date de la signature des états financiers, la date d'audience devant un juge n'avait pas encore été fixée.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

d) Autres

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

Au courant de l'année 2017, la ville a constaté qu'un montant de 2 471\$ perçu en 2016 aux fins de parcs et de terrains de jeux avait été constaté à titre de revenu de l'année 2016 au lieu d'être comptabilisé aux revenus reportés. Une correction a été effectuée en 2017 pour reclasser ce revenu.

L'effet de cette correction sur les états financiers est le suivant:

Redressement effectué à l'état de la situation financière au 31 décembre 2016:

Variation des revenus reportés	2 471 \$
Variation de l'excédent accumulé	(2 471)\$

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la ville.

24. Instruments financiers**Risques et concentration**

La ville, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentration de la ville aux risques à la date de l'état de la situation financière, soit au 31 décembre 2017.

Risque de crédit

Les principaux risques de crédit pour la ville sont liés aux débiteurs et sont principalement attribuables aux comptes à recevoir d'entreprises et d'individus. Afin de réduire ses risques de crédit, la ville analyse régulièrement le solde de ses comptes à recevoir et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

Risque de taux d'intérêt

La ville est exposée au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable, tels que les dettes à court et à long terme. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent la ville à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget 2017		Réalizations 2017		Total	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	22 725 484	22 681 058			22 681 058	22 121 702
Compensations tenant lieu de taxes	2	388 430	393 430			393 430	370 738
Quotes-parts	3						
Transferts	4	845 970	1 088 517			1 088 517	1 012 631
Services rendus	5	1 457 210	1 402 595			1 402 595	1 426 612
Imposition de droits	6	1 253 741	1 458 150			1 458 150	1 165 919
Amendes et pénalités	7	186 500	114 317			114 317	158 533
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	320 005	346 866			346 866	338 973
Autres revenus	10	75 900	51 745			51 745	75 170
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	27 253 240	27 536 678			27 536 678	26 670 278
Investissement							
Taxes	13		9 839			9 839	78 797
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 680 000	425 926			425 926	
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	152 000	21 336			21 336	76 251
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	1 832 000	457 101			457 101	155 048
	21	29 085 240	27 993 779			27 993 779	26 825 326
Charges							
Administration générale	22	4 490 788	3 960 175	112 078		4 072 253	3 766 154
Sécurité publique	23	3 829 517	3 847 816	181 343		4 029 159	4 023 271
Transport	24	5 401 968	5 596 116	1 872 387		7 468 503	7 354 294
Hygiène du milieu	25	6 075 347	5 679 428	1 910 358		7 589 786	7 416 366
Santé et bien-être	26	159 070	161 002			161 002	100 105
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 044 961	1 072 151	19 439		1 091 590	1 131 281
Loisirs et culture	28	2 410 557	2 487 311	393 493		2 880 804	2 612 746
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	997 150	1 018 665			1 018 665	1 029 788
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	4 489 098	4 489 098	(4 489 098)			
	33	28 898 456	28 311 762			28 311 762	27 434 005
Excédent (déficit) de l'exercice	34	186 784	(317 983)			(317 983)	(608 679)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017		2016
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	186 784	(317 983)	(608 679)
Moins: revenus d'investissement	2 (	1 832 000)	(457 101)	(155 048)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 645 216)	(775 084)	(763 727)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	4 489 098	4 489 098	4 142 125
Produit de cession	5	50 000	8 824	58 000
(Gain) perte sur cession	6	(50 000)	13 270	(47 361)
Réduction de valeur / Reclassement	7		95 873	
	8	4 489 098	4 607 065	4 152 764
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	345 000	111 488	27 017
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 185 510)	(3 188 932)	(2 808 442)
	18	(2 840 510)	(3 077 444)	(2 781 425)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	136 000)	(215 268)	(148 173)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		205 218	231 240
Excédent de fonctionnement affecté	21	430 116	483 802	495 999
Réserves financières et fonds réservés	22	(363 038)	(357 442)	(397 644)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	65 550	841	(5 748)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(3 372)	117 151	175 674
	26	1 645 216	1 646 772	1 547 013
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		871 688	783 286

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	457 101	155 048
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(98 867)	(54 915)
Sécurité publique	3	(12 852)	(45 859)
Transport	4	(3 358 636)	(3 436 771)
Hygiène du milieu	5	(1 337 206)	(4 025 805)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(37 921)	(1 979)
Loisirs et culture	8	(316 505)	(153 628)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(5 161 987)	(7 718 957)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	5 726 014	5 458 534
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	215 268	148 173
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	236 796	418 176
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	504 556	149 978
	18	956 620	716 327
	19	1 520 647	(1 544 096)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	1 977 748	(1 389 048)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget 2017	Réalizations 2017	Réalizations 2016
Rémunération	1	6 844 280	6 676 021	6 703 337
Charges sociales	2	1 462 398	1 467 609	1 388 058
Biens et services	3	13 183 570	12 753 815	12 589 096
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	932 067	944 842	951 276
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	54 923	61 148	57 196
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	10 160	12 675	21 316
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	1 237 100	1 237 049	1 014 544
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12	535 350	544 830	483 834
Autres	13			
Amortissement des immobilisations	14	4 489 098	4 489 098	4 142 125
Autres				
- Réclamations	15	86 000	93 697	27 381
- Créances douteuses	16	21 100	(7 523)	24 470
- Autres	17	42 410	38 501	31 372
	18	28 898 456	28 311 762	27 434 005

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 147 230	1 066 163
Excédent de fonctionnement affecté	2	349 269	484 470
Réserves financières et fonds réservés	3	481 516	408 753
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	3 503 910 ) (	3 712 781)
Financement des investissements en cours	5	(2 052 428)	(3 810 301)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	30 313 544	32 616 901
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	26 735 221	27 053 205
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 147 230	1 066 163
Organismes contrôlés ¹	10		
	11	1 147 230	1 066 163
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Parc Claude-Henri Grignon	12	332 125	317 335
- Budget - appropriation	13		112 780
- Bénéfice - casino du maire	14	14 519	10 669
- Excédent fonction. réservé	15	2 625	43 686
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	349 269	484 470
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	349 269	484 470
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	206 560	350 252
Organismes contrôlés	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	259 019	52 202
Organismes contrôlés	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	12 172	2 534
Organismes contrôlés	42		
Fonds local d'investissement (note 18)	43		
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
Autres			
-Stationnement	45	3 765	3 765
-	46		
	47	481 516	408 753
	48	481 516	408 753

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()	
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	
Autres	52 () ()	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()	
	54 () ()	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 () ()	
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()	
Autres		
-	58 () ()	
-	59 () ()	
	60 () ()	
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	
Intérêts sur la dette à long terme	62 (680) (1 050)	
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()	
Autres		
-	66 () ()	
-	67 () ()	
	68 (680) (1 050)	
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (352 184) (302 471)	
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()	
Autres		
- Intérêts et autres	72 (161 974) (127 375)	
- Caution et décision arbitrale	73 (3 176 313) (3 470 334)	
	74 (3 690 471) (3 900 180)	
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 187 241	188 449
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80 187 241	188 449
	81 (3 503 910) (3 712 781)	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 271 148	167 813
Investissements à financer	83 (2 323 576 ) (	3 978 114)
	84 (2 052 428)	(3 810 301)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 69 614 335	69 059 414
Propriétés destinées à la revente	86 43 964	43 964
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 69 658 299	69 103 378
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 69 658 299	69 103 378
Éléments de passif correspondant		
Dettes à long terme	93 (42 959 167 ) (	40 289 719)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (328 201 ) (	353 439)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 283 957	300 238
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 3 658 656	3 856 443
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (39 344 755 ) (	36 486 477)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (39 344 755 ) (	36 486 477)
	101 30 313 544	32 616 901

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 _____	
Charge de l'exercice	4 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	5 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 _____	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 _____	
Provision pour moins-value	12 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 _____	_____
	20 _____	
Cotisations salariales des employés	21 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (_____)	(_____)
	23 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27 _____	
Variation de la provision pour moins-value	28 _____	
Autres	29 _____	
-	30 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 _____	_____
Rendement espéré des actifs	33 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 _____	_____
Charge de l'exercice	35 <u>_____</u>	<u>_____</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ()	()
	74	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016	
Autres			
-	80		
-	81		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
-	103		
-	104		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 1

Description des régimes et autres renseignements

Depuis le 1er janvier 2017 tous les pompiers de la ville doivent participer au régime de retraite par financement salarial de la FTQ (RRFS-FTQ). Ce régime de retraite à prestations déterminées est un régime multi-employeurs instauré par la FTQ. Sa particularité réside dans le fait que le risque de déficit est supporté par les employés alors que la cotisation de l'employeur est fixe. Elle est fixée en fonction d'un pourcentage de la rémunération de l'employé. La ville n'est pas responsable des déficits le cas échéant. Afin de réduire le risque de déficit, l'indexation de la rente est financée mais elle n'est pas garantie, contrairement à la rente, elle est conditionnelle à la bonne santé financière du régime. D'autres mesures s'appliquent également pour réduire le risque de déficit. La charge relative à ce régime est représentée par la cotisation due par la ville en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice.

	2017	2016
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 106	5 516	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 3

Description des régimes et autres renseignements

La ville offre à ses employés permanents des régimes de retraite sous la forme de REER collectif ou individuel. Trois régimes ont été créés, soit un régime par catégorie d'employés. La gestion de ces régimes est effectuée par des fiduciaires. Ces régimes sont des régimes à cotisations déterminées et la cotisation de la ville est fixée en fonction d'un pourcentage de la rémunération pour les employés cadres et pompiers. Pour les employés cols bleus et blancs, la cotisation de la ville est fixée, en partie, en fonction d'un pourcentage de la rémunération en plus d'un montant fixe versé pour chacun des employés. La charge relative à ces régimes est représentée par la cotisation due par la ville en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice.

	2017	2016
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 108	363 749	346 448

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

109 Oui
110 Non

	2017	2016
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 111	5	4

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2017	2016
Cotisations des élus au RREM	112	<u>5 384</u>	<u>4 800</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	113	18 145	16 178
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114	<u>13 375</u>	<u>13 832</u>
	115	<u>31 520</u>	<u>30 010</u>

Note

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

Administration municipale

Dette à long terme	1	43 287 368
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	2 323 576
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	31 815
--	---	--------

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	484 019
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	283 957
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	3 178 475
---	---	-----------

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	238 024
--	----	---------

Autres		
--------	--	--

- Subv confirmées non constatées	12	664 658
----------------------------------	----	---------

- Subv. act. fonctionnement	13	26 903
-----------------------------	----	--------

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	40 766 723
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	40 766 723
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	595 586
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	41 362 309
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	41 362 309
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

TAXES		Réalisations 2017	Réalisations 2016
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	14 013 043	13 788 591
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	2 936 979	2 644 920
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5	809 694	675 135
Activités de fonctionnement	6	889 592	985 990
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9	18 649 308	18 094 636
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	1 904 197	2 011 251
Égout	11		
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13	1 967 564	1 883 825
Autres			
-	14		
-	15		
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17	65 118	57 750
Service de la dette	18	94 871	74 240
Activités de fonctionnement	19		
Activités d'investissement	20	9 839	78 797
	21	4 041 589	4 105 863
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	22		
Autres	23		
	24		
	25	4 041 589	4 105 863
	26	22 690 897	22 200 499

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2017	Réalisations 2016
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27	2 246	1 588
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30	7 561	7 561
	31	9 807	9 149
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32	176 294	174 770
Cégeps et universités	33	7 675	7 608
Écoles primaires et secondaires	34	168 789	150 720
	35	352 758	333 098
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	362 565	342 247
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41	3 181	3 147
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42	1 184	1 206
Taxes d'affaires	43		
	44	4 365	4 353
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46	9 490	6 278
	47	9 490	6 278
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49	17 010	17 860
	50	17 010	17 860
	51	393 430	370 738

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54	14 850	
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	37 447	23 447
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	30 432	57 524
Réseau de distribution de l'eau potable	68	46 634	39 255
Traitement des eaux usées	69	37 570	32 577
Réseaux d'égout	70	342 229	294 956
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	152 622	132 497
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		1 421
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	6 827	2 736
Activités culturelles			
Bibliothèques	87	26 486	38 388
Autres	88	13 000	16 500
Réseau d'électricité	89		
	90	708 097	639 301

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109	425 926	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	425 926	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130		
Péréquation	131		
Neutralité	132		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	380 420	373 330
Fonds de développement des territoires	135		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136		
Autres	137		
	138	380 420	373 330
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 514 443	1 012 631

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	140	755 214	849 053
Évaluation	141		
Autres	142		
	143	755 214	849 053
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	47 539	36 697
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148	47 539	36 697
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	155		
Traitement des eaux usées	156		
Réseaux d'égout	157		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Matières recyclables	158		
Collecte sélective			
Collecte et transport	159		
Tri et conditionnement	160		
Autres	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	802 753	885 750

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2017	Réalisations 2016
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	182	1 258	1 301
Évaluation	183		
Autre	184	81 227	62 172
	185	82 485	63 473
Sécurité publique			
Police	186	304	325
Sécurité incendie	187	37 036	27 302
Sécurité civile	188		
Autres	189		
	190	37 340	27 627
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	191	19 417	19 560
Enlèvement de la neige	192		
Autres	193	16 984	
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	194		
Transport adapté	195		
Transport scolaire	196		
Autres	197		
Autres	198		
	199	36 401	19 560
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200		
Réseau de distribution de l'eau potable	201	35 909	44 424
Traitement des eaux usées	202		
Réseaux d'égout	203	8 457	18 185
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	204		
Matières recyclables	205		
Autres	206	6 264	7 388
Cours d'eau	207		
Protection de l'environnement	208		
Autres	209		
	210	50 630	69 997
Santé et bien-être			
Logement social	211		
Sécurité du revenu	212		
Autres	213		
	214		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	215	39 926	32 080
Rénovation urbaine	216		
Promotion et développement économique	217		
Autres	218		
	219	39 926	32 080
Loisirs et culture			
Activités récréatives	220	289 711	264 143
Activités culturelles			
Bibliothèques	221	12 465	13 660
Autres	222	50 884	50 322
	223	353 060	328 125
Réseau d'électricité			
	224		
	225	599 842	540 862
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	1 402 595	1 426 612

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Réalizations 2017	Réalizations 2016
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	227	66 290	67 736
Droits de mutation immobilière	228	1 204 135	909 529
Droits sur les carrières et sablières	229	186 225	187 553
Autres	230	1 500	1 101
	231	1 458 150	1 165 919
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	232	114 317	158 533
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	233		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	234	346 866	338 973
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235	(13 270)	47 361
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237		
Contributions des promoteurs	238		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239		
Contributions des organismes municipaux	240	1 026	2 282
Autres contributions	241	25 000	3 000
Autres	242	60 325	98 778
	243	73 081	151 421
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	244		

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Réalizations 2017			Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	483 271	3 597	486 868	426 455
Greffe et application de la loi	2	1 365 635	20 404	1 386 039	1 424 738
Gestion financière et administrative	3	958 891	28 621	987 512	950 661
Évaluation	4	344 533		344 533	215 247
Gestion du personnel	5	277 808	1 604	279 412	261 143
Autres					
- Primes d'assurances	6	234 791		234 791	213 720
- Autres et réduction valeur	7	295 246	57 852	353 098	274 190
	8	3 960 175	112 078	4 072 253	3 766 154
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	2 558 924		2 558 924	2 609 083
Sécurité incendie	10	1 184 190	181 343	1 365 533	1 327 503
Sécurité civile	11	4 946		4 946	5 812
Autres	12	99 756		99 756	80 873
	13	3 847 816	181 343	4 029 159	4 023 271
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	3 134 344	1 628 110	4 762 454	4 553 753
Enlèvement de la neige	15	2 071 755	184 052	2 255 807	2 343 145
Éclairage des rues	16	198 053	20 458	218 511	222 722
Circulation et stationnement	17	119 988	39 767	159 755	161 539
Transport collectif					
Transport en commun	18	71 976		71 976	73 135
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	5 596 116	1 872 387	7 468 503	7 354 294

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Réalizations 2017			Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	617 984	282 603	900 587	970 367
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 221 757	812 486	2 034 243	2 104 947
Traitement des eaux usées	25	617 242	448 266	1 065 508	1 065 686
Réseaux d'égout	26	646 850	363 109	1 009 959	860 147
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	746 289		746 289	743 316
Élimination	28	403 047		403 047	342 646
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	836 441		836 441	791 829
Tri et conditionnement	30	77 147	3 894	81 041	78 502
Matières organiques					
Collecte et transport	31	269 466		269 466	267 414
Traitement	32	66 750		66 750	63 294
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38	176 455		176 455	128 218
Autres	39				
	40	5 679 428	1 910 358	7 589 786	7 416 366
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	156 002		156 002	95 104
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	5 000		5 000	5 001
	44	161 002		161 002	100 105
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	717 869	19 439	737 308	738 853
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	346 302		346 302	387 929
Tourisme	49	7 980		7 980	4 499
Autres	50				
Autres	51				
	52	1 072 151	19 439	1 091 590	1 131 281

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalizations 2017			Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	254 888	25 828	280 716	239 809
Patinoires intérieures et extérieures	54	79 431	8 652	88 083	90 830
Piscines, plages et ports de plaisance	55	93 844	17 315	111 159	99 724
Parcs et terrains de jeux	56	739 641	149 148	888 789	773 799
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58	171 358		171 358	163 306
Autres	59	82 919		82 919	57 794
	60	1 422 081	200 943	1 623 024	1 425 262
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	198 670	180 714	379 384	356 814
Bibliothèques	62	452 935	11 836	464 771	428 029
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	413 625		413 625	402 641
	66	1 065 230	192 550	1 257 780	1 187 484
	67	2 487 311	393 493	2 880 804	2 612 746
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	880 328		880 328	881 398
Autres frais	70	125 662		125 662	127 074
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	12 675		12 675	21 316
	73	1 018 665		1 018 665	1 029 788
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	75	4 489 098	(4 489 098)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	27
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	27
Acquisition d'immobilisations par objets	27
Analyse de la dette à long terme	28
Analyse de la charge de quotes-parts	29
Analyse de la rémunération	30
Analyse des revenus de transfert par sources	30
Frais de financement par activités	31
Rémunération des élus	32
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	33
Questionnaire	34

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice clos le 31 décembre 2017 de la Ville de Sainte-Adèle (ci-après « la ville »). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice clos le 31 décembre 2017 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) du Québec. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Senez de Carufel CPA inc.

 *Yves de Carufel, CPA auditeur, C. A.*

Par: Yves de Carufel, CPA auditeur, CGA
1007, boul. de Sainte-Adèle
Sainte-Adèle (Québec) J8B 2N4

DATE 2018-05-22

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	22 690 897
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	15 190
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2017 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	(683)
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	949 859
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	65 118
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	21 675 237

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 878 854 300
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	1 897 514 300
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	1 888 184 300

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2017
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 1 , 1 4 7 9 / 100 \$

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Réalizations 2017	Réalizations 2016
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	174 424	1 562 678
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	32 935	98 522
Conduites d'égout	4	400 779	878 644
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 149 684	3 510 313
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9	18 032	
Parcs et terrains de jeux	10		19 478
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	55 173	
Édifices communautaires et récréatifs	14	(210 238)	
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	65 309	358 040
Ameublement et équipement de bureau	18	80 683	83 809
Machinerie, outillage et équipement divers	19	904 250	1 162 214
Terrains	20	490 956	45 259
Autres	21		
	22	5 161 987	7 718 957

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	174 424	1 562 678
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25	32 935	98 522
Conduites d'égout	26	400 779	878 644
Autres infrastructures	27	3 167 716	3 529 791
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	1 386 133	1 649 322
	34	5 161 987	7 718 957

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017***Non audité*

		2017	2016
Rémunération	35	395	
Charges sociales	36		
Biens et services	37	5 145 906	7 714 507
Frais de financement	38	15 686	4 450
Autres	39		
	40	5 161 987	7 718 957

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	218 800	225 000	218 800	225 000
Réserves financières et fonds réservés	3	52 203	210 238	3 422	259 019
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	10 826 577	1 293 099	639 899	11 479 777
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	26 879 513	3 056 253	2 074 626	27 861 140
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	37 977 093	4 784 590	2 936 747	39 824 936
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	300 239		16 282	283 957
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	300 239		16 282	283 957
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	300 239		16 282	283 957
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15	2 365 826	1 064 834	252 185	3 178 475
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18	2 666 065	1 064 834	268 467	3 462 432
	19	40 643 158	5 849 424	3 205 214	43 287 368
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	40 643 158	5 849 424	3 205 214	43 287 368

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Réalisations 2017	Réalisations 2016
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	331 723	211 637
Autres	3	147 975	108 975
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	3 664	3 655
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	71 976	73 135
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	403 047	342 646
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	57 178	52 661
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	105 613	106 042
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	83 137	82 928
Activités culturelles	23	32 736	32 865
Réseau d'électricité			
	24		
	25	1 237 049	1 014 544

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	27,34	33,00	48 098,00	2 449 082	520 728	2 969 810
Professionnels	2						
Cols blancs	3	43,06	33,00	65 105,00	1 736 085	411 470	2 147 555
Cols bleus	4	29,29	38,00	60 901,00	1 721 572	415 751	2 137 323
Policiers	5						
Pompiers	6	8,76	35,00	17 837,00	581 114	76 035	657 149
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	108,45		191 941,00	6 487 853	1 423 984	7 911 837
Élus	9	7,00			188 563	43 625	232 188
	10	115,45			6 676 416	1 467 609	8 144 025

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	30 432				30 432
Réseau de distribution de l'eau potable	13	46 634				46 634
Traitement des eaux usées	14	37 570				37 570
Réseaux d'égout	15	342 229		425 926		768 155
Autres	16	628 228		3 424		631 652
	17	1 085 093		429 350		1 514 443

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		2017	2016
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	3 590	7 835
	4	3 590	7 835
Sécurité publique			
Police	5	13 594	16 015
Sécurité incendie	6	23 063	26 524
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	36 657	42 539
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	413 353	392 884
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	413 353	392 884
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	85 852	107 602
Réseau de distribution de l'eau potable	17	113 037	84 631
Traitement des eaux usées	18	65 828	73 654
Réseaux d'égout	19	57 548	56 051
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	322 265	321 938
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		26
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	126 892	144 006
Autres	34		
	35	126 892	144 032
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	2 720	3 171
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	113 188	117 389
	39	115 908	120 560
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 018 665	1 029 788

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maire	49 340	16 476
Conseillers	9 910	4 955
Maire suppléant*	155	78
Président de commission*	155	78
Membre conseil des maires (MRC)	6 148	3 075
Participation aux comités (MRC)**	150	

Note

* Une rémunération additionnelle de 155\$ par mois plus une allocation de dépenses de 78\$ ont été versées aux conseillers qui présidaient une commission ou qui siégeaient à titre de maire suppléant.

** À titre de membre du conseil des maires à la Municipalité régionale de comté des Pays-d'en-Haut (MRC), le maire ou la mairesse ont reçu un montant de 150\$ par réunion du comité à laquelle ils ont participé.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	1 700 000 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	\$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	OUI	NON
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	_____ \$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	_____ \$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29	_____ \$
b) autres formes d'aide	30	_____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31	.....
Facteur comparatif de 2017	32	.....
Valeur uniformisée	33	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET 34 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au PAERRL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 35 _____ \$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 36 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 37 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 38 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 39 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 40 _____

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018	
Revenus de taxes	37
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	38
Calcul de certains revenus de taxes	39
Taux des taxes	41
Taux global de taxation prévisionnel	42
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	43
Questionnaire	45

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	14 499 860
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	3 267 520
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	884 310
Activités de fonctionnement	6	1 024 480
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	19 676 170

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 953 520
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	2 018 530
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	62 500
Service de la dette	18	103 950
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	4 138 500
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	4 138 500
	26	23 814 670

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	2 250
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	7 560
	5	9 810

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	177 020
Cégeps et universités	7	7 710
Écoles primaires et secondaires	8	169 370
	9	354 100

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	363 910

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	3 280
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	1 210
Taxes d'affaires	17	
	18	4 490

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	9 380
	21	9 380

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	17 030
	24	17 030
	25	394 810

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrevements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 1 738 201 307	X 5 0,6927 /100\$	6 12 040 520				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 36 949 120	X 8 0,6927 /100\$	9 255 947				
Immeubles non résidentiels	10 130 121 273	X 11 1,4450 /100\$	12 1 880 252				
Immeubles industriels	13 2 683 500	X 14 1,4450 /100\$	15 38 777				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19 24 763 700	X 20 1,1950 /100\$	21 295 926				
Immeubles agricoles	22 40 700	X 23 0,6927 /100\$	24 282				
Total			25 14 511 704	26 (13 660)	27 ()	28 1 816	29 14 499 860
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 1 932 759 600	X 31 0,1691 /100\$	32 3 268 296				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54 3 268 296	55 ()	56 ()	57 (776)	58 3 267 520

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2 /100\$	3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5 /100\$	6								
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8 /100\$	9								
Immeubles non résidentiels 10	X	11 /100\$	12								
Immeubles industriels 13	X	14 /100\$	15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 16	X	17 /100\$	18								
Autres 19	X	20 /100\$	21								
Immeubles agricoles 22	X	23 /100\$	24								
Total			25					26 (.....	27 (.....	28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31 /100\$	32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34 /100\$	35								
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37 /100\$	38								
Immeubles non résidentiels 39	X	40 /100\$	41								
Immeubles industriels 42	X	43 /100\$	44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 45	X	46 /100\$	47								
Autres 48	X	49 /100\$	50								
Immeubles agricoles 51	X	52 /100\$	53								
Total			54					55 (.....	56 (.....	57	58
Valeur locative imposable											
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60 %	61	62 (.....	63 (.....	64	65				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	2 | 4 | 5	,	0 | 0	\$
Égout	2	| | |	,	| | |	\$
Eau et égout	3	| | |	,	| | |	\$
Traitement des eaux usées	4	| | |	,	| | |	\$
Matières résiduelles	5	2 | 4 | 8	,	0 | 0	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Améliorations locales		1	codes 2 et 3 - Annexe B
Compensation services mun art 204.4	0,5000	1	art. 4 - An. A - R#1249
Compensation services mun art 204.12	0,6927	1	art. 4 - An. A - R#1249
Mise aux normes - approvisionnement eau	0,0250	1	art. 5 - An. A - R#1249
Mise aux normes - traitement eaux usées	0,0143	1	art. 7 - An. A - R#1249
Réfection aqueduc	0,0222	1	art. 6 - An. A - R#1249
Service d'égout	0,1199	1	art.10 - An. A - R#1249
Service d'égout - dette SQAÉ	0,0003	1	art.11 - An. A - R#1249

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	23 814 670
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	13 660

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	985 431
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	62 500
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	22 766 739

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

	11	1 932 759 600
--	----	---------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

	12	<div style="display: flex; align-items: center; gap: 5px;"> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;"> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;"> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">1</div> , <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;"> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">1</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">7</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">7</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">9</div> /100 \$ </div>
--	----	--

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	2 083 246	43 315		337 805	318 428	351
De secteur	2	127 989	2 681		24 738	36 911	41
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	6 970	146		1 347	2 010	2
Autres	5	392 295	604			203 389	496
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	2 610 500	46 746		363 890	560 738	890

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	14 984 235			17 767 380
De secteur	10	1 716 430			1 908 790
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	93 475			103 950
Autres	13	3 375 266			3 972 050
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	20 169 406			23 752 170

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27 _____	29 392 585	\$
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28 _____	3 777 754	\$
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29 _____	1 099 670	\$
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30 _____	332 130	\$

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1381, boul. de Sainte-Adèle
(no) (rue)
Sainte-Adèle J8B 1A3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 229-2921
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 229-4179
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dirgenerale@ville.sainte-adele.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Brigitte Forget

Téléphone (450) 229-2921 147
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 229-4179
(ind. rég.) (numéro)

Courriel bforget@ville.sainte-adele.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Senez de Carufel CPA inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 1007, boul. de Sainte-Adèle
(no) (rue)
Sainte-Adèle J8B 2N4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 229-5080
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 229-1055
(ind. rég.) (numéro)

Courriel ydecarufel@senezdecarufel.ca

Responsable du dossier Yves de Carufel, CPA auditeur, CGA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Julie Brazeau , atteste que le rapport financier de Sainte-Adèle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2018-05-22 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Sainte-Adèle .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sainte-Adèle consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Sainte-Adèle détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de (317 983) \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de 1,1479 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-05-15 10:05:23

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2017

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Sainte-Adèle

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017		2016
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	27 253 240	27 536 678	26 670 278
Investissement	2	1 832 000	457 101	155 048
	3	29 085 240	27 993 779	26 825 326
Charges				
	4	28 898 456	28 311 762	27 434 005
Excédent (déficit) de l'exercice	5	186 784	(317 983)	(608 679)
Moins : revenus d'investissement	6	(1 832 000)	(457 101)	(155 048)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(1 645 216)	(775 084)	(763 727)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	4 489 098	4 489 098	4 142 125
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	345 000	111 488	27 017
Remboursement de la dette à long terme	10	(3 185 510)	(3 188 932)	(2 808 442)
Affectations				
Activités d'investissement	11	(136 000)	(215 268)	(148 173)
Excédent (déficit) accumulé	12	132 628	332 419	323 847
Autres éléments de conciliation	13		117 967	10 639
	14	1 645 216	1 646 772	1 547 013
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		871 688	783 286

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	1 884 679	
Débiteurs	2	4 544 103	5 166 118
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	6 428 782	5 166 118
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		435 927
Dette à long terme	7	42 959 167	40 289 719
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	6 939 407	7 056 190
	10	49 898 574	47 781 836
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(43 469 792)	(42 615 718)
Actifs non financiers			
Immobilisations	12	69 614 335	69 059 414
Autres	13	590 678	609 509
	14	70 205 013	69 668 923
Excédent (déficit) accumulé	15	26 735 221	27 053 205

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	1 147 230	1 066 163
Excédent de fonctionnement affecté			
- Parc Claude-Henri Grignon	17	332 125	317 335
- Budget - appropriation	18		112 780
- Bénéfice - casino du maire	19	14 519	10 669
- Excédent fonction. réservé	20	2 625	43 686
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
	26	349 269	484 470
Réserves financières	27		
Fonds réservés	28	481 516	408 753
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	(3 503 910)	(3 712 781)
Financement des investissements en cours	30	(2 052 428)	(3 810 301)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	30 313 544	32 616 901
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	26 735 221	27 053 205

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	40 766 723
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	41 362 309

Extrait du rapport financier, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	484 019	271 003
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	27 861 140	26 879 513
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	11 479 777	10 826 577
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	3 462 432	2 666 065
Autres	8		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	9		
	10	43 287 368	40 643 158

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017		2016
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	11	22 725 484	22 681 058	22 121 702
Compensations tenant lieu de taxes	12	388 430	393 430	370 738
Quotes-parts	13			
Transferts	14	845 970	1 088 517	1 012 631
Services rendus	15	1 457 210	1 402 595	1 426 612
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	1 440 241	1 572 467	1 324 452
Autres	17	395 905	398 611	414 143
	18	27 253 240	27 536 678	26 670 278
Investissement				
Taxes	19		9 839	78 797
Quotes-parts	20			
Transferts	21	1 680 000	425 926	
Autres	22	152 000	21 336	76 251
	23	1 832 000	457 101	155 048
	24	29 085 240	27 993 779	26 825 326

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalizations 2017			Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	3 960 175	112 078	4 072 253	3 766 154
Sécurité publique					
Police	2	2 558 924		2 558 924	2 609 083
Sécurité incendie	3	1 184 190	181 343	1 365 533	1 327 503
Autres	4	104 702		104 702	86 685
Transport					
Réseau routier	5	5 524 140	1 872 387	7 396 527	7 281 159
Transport collectif	6	71 976		71 976	73 135
Autres	7				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	3 103 833	1 906 464	5 010 297	5 001 147
Matières résiduelles	9	2 399 140	3 894	2 403 034	2 287 001
Autres	10	176 455		176 455	128 218
Santé et bien-être	11	161 002		161 002	100 105
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	717 869	19 439	737 308	738 853
Promotion et développement économique	13	354 282		354 282	392 428
Autres	14				
Loisirs et culture	15	2 487 311	393 493	2 880 804	2 612 746
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	1 018 665		1 018 665	1 029 788
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	23 822 664	4 489 098	28 311 762	27 434 005
Amortissement des immobilisations	20	4 489 098	(4 489 098)		
	21	28 311 762		28 311 762	27 434 005

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3